

ASSOCIATION INTERCOMMUNALE
D'ACCUEIL DE JOUR DES ENFANTS
Dite : RÉSEAU D'ACCUEIL DES TOBLERONES



**Réseau d'Accueil
des Toblerones**

Association Intercommunale
d'Accueil de jour des Enfants

Règlement du Conseil Intercommunal

Table des Matières

1. TITRE I : Du Conseil Intercommunal et de ses organes	- 3 -
1.1 CHAPITRE I : Formation du Conseil Intercommunal	- 3 -
1.2 CHAPITRE II : Organisation du Conseil Intercommunal	- 5 -
1.3 CHAPITRE III : Attributions et compétences	- 6 -
1.3.1 Section I : Du Conseil Intercommunal	- 6 -
1.3.2 Section II : Du bureau du Conseil Intercommunal	- 6 -
1.3.3 Section III : Du Président du Conseil Intercommunal	- 7 -
1.3.4 Section IV : Des scrutateurs	- 8 -
1.3.5 Section V : Du Secrétaire	- 8 -
1.4 CHAPITRE IV : Des commissions	- 10 -
2. TITRE II : Travaux généraux du Conseil Intercommunal	- 12 -
2.1 CHAPITRE I : Des assemblées du Conseil Intercommunal	- 12 -
2.2 CHAPITRE II : Droits des conseillers intercommunaux et du CoDir	- 14 -
2.3 CHAPITRE III : De la pétition	- 16 -
2.4 CHAPITRE IV : De la discussion	- 17 -
2.5 CHAPITRE V : De la votation	- 19 -
3. TITRE III : Budgets, gestion et comptes	- 21 -
3.1 CHAPITRE I : Budgets et crédits d'investissement	- 21 -
3.2 CHAPITRE II : Examen de la gestion et des comptes	- 22 -
4. TITRE IV: Dispositions diverses	- 24 -
4.1 CHAPITRE I : De l'initiative populaire et du référendum	- 24 -
4.2 CHAPITRE II : De la publicité	- 24 -
4.3 CHAPITRE III : Dispositions finales	- 25 -
5. Table des abréviations	- 26 -
6. Quelques définitions	- 27 -

1. TITRE I : Du Conseil Intercommunal et de ses organes

1.1 CHAPITRE I : Formation du Conseil Intercommunal

Note liminaire : Toute désignation de personne, de statuts, de fonction ou de profession utilisée dans le présent règlement s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes. L'utilisation du genre masculin vaut également pour le genre féminin.

Terminologie
(art. 3b LC)

Article premier.- Le Conseil Intercommunal est formé des délégués des Communes associées, nommés conformément à l'art. 7 des statuts de l'association.

Nombre
des membres
(art.7 statuts)
art. 118 al. 3
LC

Les délégués peuvent être révoqués par l'autorité qui les a nommés.

Art. 2.- Le Conseil Intercommunal est installé par le Préfet du district, conformément aux art. 83 ss LC.

Installation
(art. 83 ss
LC)

Art. 3.- Avant d'entrer en fonction, les membres du Conseil Intercommunal prêtent le serment prévu à l'art. 9 LC / suivant :

Serment
(art. 9 LC)

"Vous promettez d'être fidèles à la constitution fédérale et à la constitution du canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays.

Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens de l'association et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer."

Art. 4.- Après la prestation du serment par les membres du Conseil Intercommunal, celui-ci procède, sous la présidence du Préfet, à la nomination de son Président et du Secrétaire, qui entrent immédiatement en fonction. Le Conseil Intercommunal nomme ensuite les autres membres du bureau.

Organisation
(art. 89, 23
et 10 à 12
LC)

Art. 5.- Le Conseil Intercommunal élit 5 membres du Comité de Direction (ci-après CoDir) selon les modalités prévues aux art. 15 & 16 des statuts. Ceux-ci sont ensuite assermentés conformément à l'art. 88 LC.

CoDir
(art. 119, 88,
62 et 9 LC)

<p>Art. 6.- L'installation du Conseil Intercommunal et du CoDir, ainsi que la formation du bureau du Conseil Intercommunal ont lieu avant le 30 septembre suivant les élections générales. Ces autorités entrent en fonction dès leur assermentation.</p>	<p>Entrée en fonction (art. 116 al. 3 LC)</p>
<p>Art. 7.- Les membres du Conseil Intercommunal et du CoDir doivent être élus des Communes membres de l'association au sens de l'art. 5 LEDP. S'ils perdent cette qualité d'élus, ils sont réputés démissionnaires. La démission est effective à compter du jour où l'intéressé perd sa qualité de conseiller communal ou municipal de la Commune qu'il représente.</p>	<p>Qualité d'électeurs (art. 5 LEDP et 116 al. 2 LC)</p>
<p>Art. 8.- Les membres absents le jour de l'installation du Conseil Intercommunal, de même que ceux désignés par leur Commune en cours de législature, sont assermentés devant le Conseil Intercommunal par son Président, qui en informe le Préfet. Le Président leur impartit un délai après l'échéance du délai de réclamation ou de recours prévu par la législation en matière d'exercice des droits politiques.</p>	<p>Serment des absents (art. 90 LC)</p>
<p>Il en va de même pour les membres du CoDir absents ou élus en cours de législature.</p>	
<p>En cas d'urgence, ils peuvent prêter serment devant le bureau.</p>	
<p>Lorsque les membres du Conseil Intercommunal et du CoDir ne prêtent pas serment dans le délai impartit par le Président, le bureau en informe la commune associée.</p>	
<p>Art. 9.- En cas de vacance, il est procédé conformément aux art. 8 et 17 des statuts.</p>	<p>Vacances</p>

1.2 CHAPITRE II : Organisation du Conseil Intercommunal

Art. 10.- Le Conseil Intercommunal nomme chaque année¹ dans son sein :

Bureau
(art. 10, 23 et
119 al. 2 LC)

- a) un Président
- b) un Vice-Président
- c) deux Scrutateurs et deux suppléants

Il nomme pour la durée de la législature son Secrétaire, lequel peut être choisi en dehors du Conseil Intercommunal.

Art. 11.- Le Président, le Vice-Président et le Secrétaire sont nommés au scrutin individuel secret; les Scrutateurs sont élus au scrutin de liste, leurs suppléants également. Ces élections ont lieu à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue. En cas d'égalité de suffrages, le sort décide.

Nomination
(art. 11
et 23 LC)

Lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à repourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement. Mention en est faite au procès-verbal.

S'agissant de la constitution du CoDir, l'art. 15 des statuts s'applique.

Art. 12.- Le Secrétaire général du CoDir n'est pas éligible aux diverses fonctions mentionnées à l'art. 10 du présent règlement.

(art. 12
et 23 LC)

Art. 12a.- Ne peuvent être simultanément Président et Secrétaire du Conseil Intercommunal, les conjoints, les partenaires enregistrés ou les personnes menant de fait une vie de couple, les parents ou alliés en ligne directe ascendante ou descendante, ainsi que les frères et sœurs.

Ne peuvent être simultanément Vice-président et Secrétaire du Conseil Intercommunal, les conjoints, les partenaires enregistrés ou les personnes menant de fait une vie de couple, les parents ou alliés en ligne directe ascendante ou descendante, ainsi que les frères et sœurs.

Art. 13.- Le Conseil Intercommunal a ses archives particulières, distinctes de celles du CoDir. Les archives se composent de tous les registres, pièces, titres et documents qui concernent le Conseil Intercommunal conformément à la LARCH.

Archives

¹ Par « chaque année », il faut entendre la période allant du 1^{er} juillet au 30 juin.

1.3 CHAPITRE III : Attributions et compétences

1.3.1 Section I : Du Conseil Intercommunal

Art. 14.- Les attributions du Conseil Intercommunal sont définies à l'article 13 des statuts de l'association.

Attributions
(art. 146 Cst-
VD, 115 LC
et art. 13
statuts)

Art. 15.- Lorsque le Conseil Intercommunal, le CoDir ou un membre de ces autorités est outragé par un tiers se trouvant dans la salle, le coupable est expulsé le cas échéant par les agents de la force publique.

Sanction
(art. 100 LC)

S'il s'agit d'un fait paraissant constituer un délit, un procès-verbal est dressé; la cause est instruite et jugée selon les règles de la procédure pénale.

Art. 16.- Les membres du Conseil Intercommunal, du CoDir et de l'administration intercommunale ne doivent ni accepter, ni solliciter, ni se faire promettre des libéralités ou d'autres avantages directement ou indirectement liés à l'exercice de leur fonction, que ce soit pour eux-mêmes ou pour des tiers. Font exception les libéralités ou les avantages usuels de faible valeur².

Interdiction
d'accepter ou
de solliciter
des libéralités
ou d'autres
avantages
(art. 100a
LC)

1.3.2 Section II : Du bureau du Conseil Intercommunal

Art. 17.- Le bureau du Conseil Intercommunal est composé du Président, et des deux Scrutateurs.

Composition
du bureau
(art. 10 LC)

Art. 18.- Aucun membre du bureau ne peut faire partie d'une commission à la nomination de laquelle il a concouru en cette qualité.

Art. 19.- Le bureau (éventuellement par l'intermédiaire du Président) est chargé du contrôle de la rédaction du procès-verbal. Il veille à ce que les archives soient tenues en bon ordre, les rapports des commissions et les pièces qui s'y rattachent classés et conservés avec soin, et les registres tenus à jour.

² Cette disposition prévoit un régime d'exception pour les libéralités ou avantages usuels de faible valeur, ce par quoi il faut entendre par exemple les cadeaux de fins d'année, les repas offerts à l'occasion d'invitations, etc. La notion de faible valeur peut être rapprochée de la notion d'élément patrimonial de faible valeur prévue par l'article 172ter du code pénal dont la limite a été fixée à Fr. 300.-.

Il fait chaque année un rapport sur l'état dans lequel se trouvent les archives, selon la loi cantonale sur les archives LARCH et le remet au CoDir.

Il préside la remise des archives d'un Secrétaire à son successeur.

Art. 20.- Le bureau est chargé de la police des séances.

1.3.3 Section III : Du Président du Conseil Intercommunal

Art. 21.- Le Président a la garde du sceau du Conseil Intercommunal.

Art. 22.- Le Président convoque le Conseil Intercommunal par écrit. Toutefois, en cas d'accord du conseiller, la convocation et ses annexes, peuvent être envoyées par courriel. La convocation doit mentionner l'ordre du jour établi d'entente entre le bureau et le CoDir.

Convocation
(art. 13, 25
LC et art. 9
statuts)

Art. 23.- Le Président fait connaître à l'assemblée la série des objets dont elle doit s'occuper. Il ouvre la discussion, la dirige et la clôt. Il pose la question et la soumet à la votation. Il préside au dépouillement des votes et des élections et en communique le résultat au Conseil Intercommunal.

Art. 24.- Le Président accorde la parole. Le conseiller qui se la voit refuser peut la demander à l'assemblée.

Art. 25.- Lorsque le Président veut parler comme membre du Conseil Intercommunal, il se fait remplacer à la présidence par le Vice-Président.

Art. 26.- Le Président prend part aux votes et aux élections qui ont lieu au scrutin secret. Dans les autres cas, il ne vote que pour déterminer la majorité, s'il y a égalité de suffrages, aux conditions fixées à l'art. 35b LC.

Art. 27.- Le Président exerce la police de l'assemblée. Il rappelle à la question l'orateur qui s'en écarte. Il adresse une observation aux membres qui troublent l'ordre ou qui manquent au respect dû aux conseillers et aux membres du CoDir.

Si le rappel à l'ordre ne suffit pas, le Président peut retirer la parole à l'orateur.

Si le Président ne peut pas obtenir l'ordre, il a le droit de suspendre ou de lever la séance. Le membre rappelé à l'ordre ou auquel on a retiré la parole peut recourir à l'assemblée.

Art. 28.- En cas d'empêchement, le Président est remplacé par le Vice-Président, en cas d'absence simultanée de ceux-ci, par un des membres du bureau ou par un Président ad hoc désigné par l'assemblée pour la séance.

1.3.4 Section IV : Des scrutateurs

Art. 29.- Les scrutateurs sont chargés du dépouillement des scrutins. Ils comptent les suffrages lors des votations. En cas de vote par appel nominal, ils prennent note des votes et en communiquent le résultat au Président.

1.3.5 Section V : Du Secrétaire

Art. 30.- Le Secrétaire est nommé pour la durée de la législature, il peut être choisi en dehors du Conseil Intercommunal.

Secrétaire
(art. 10 al. 2
LC)

Il signe avec le Président les actes du Conseil Intercommunal, aux conditions fixées à l'art. 71a LC.

Le Secrétaire est chargé du contrôle des absences. Il est responsable des archives du Conseil Intercommunal, selon la loi cantonale sur les archives LARCH.

Lorsqu'un Secrétaire quitte ses fonctions, remise est faite des archives au bureau du Conseil Intercommunal par le Secrétaire ou ses ayants cause.

Lorsqu'un nouveau Secrétaire est nommé, la remise des archives lui est faite par le bureau.

Dans l'un et l'autre cas, il est dressé procès-verbal des opérations du bureau; ce procès-verbal, signé par les membres du bureau et par le Secrétaire, est communiqué au Conseil Intercommunal.

Art. 31.- Le Secrétaire rédige les lettres de convocation mentionnées à l'art. 22 du présent règlement et pourvoit à leur expédition. Il rédige le procès-verbal et en donne lecture. Il fait l'appel nominal et procède à l'inscription des absents. Il transmet les convocations aux membres des commissions et leur remet les pièces relatives aux affaires dont elles doivent s'occuper. Il prépare les extraits du procès-verbal qui doivent être expédiés au CoDir.

Art. 32.- A chaque séance, le Secrétaire fait déposer sur le bureau du Président tout document et matériel nécessaire au bon déroulement de la séance.

Art. 33.- Le Secrétaire est chargé de la tenue des divers registres du Conseil Intercommunal qui sont :

- a) un onglet ou registre avec répertoire renfermant les procès-verbaux des séances et les décisions du Conseil Intercommunal ;
- b) un ou des registres contenant l'état nominatif des membres du Conseil Intercommunal ;
- c) un classeur renfermant les préavis du CoDir, rapports des commissions et communications diverses, par ordre de date et répertoire;
- d) un registre où se consigne la remise des pièces qui sortent des archives, ainsi que leur rentrée.

1.4 CHAPITRE IV : Des commissions

Art. 34.- Toute commission est composée de trois membres au moins.

Composition
et attributions
(art. 35 LC)

Sont nécessairement renvoyées à l'examen d'une commission toutes les propositions présentées par le CoDir au Conseil Intercommunal ; ces propositions doivent être formulées par écrit. Elles prennent la forme d'un préavis. Le CoDir peut, de lui-même ou sur demande d'une commission, se faire représenter dans cette commission, avec voix consultative, par l'un de ses membres ou par un collaborateur.

Le Président du Conseil Intercommunal ne peut donner d'instruction à une commission, ni assister à ses séances.

Art. 35.- Le Conseil Intercommunal élit une Commission de Gestion et Finances chargée d'examiner la gestion et les comptes de l'année écoulée. Les membres de la Commission de Gestion et Finances sont rééligibles pour une année au terme d'une année échue.

Commission
de gestion
(art. 93c, 116
LC et 34
RCCom)

La commission rapporte également sur le budget, les dépenses supplémentaires.

Lors de l'élection de la Commission de Gestion et Finances, l'assemblée procède au scrutin de liste, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second.

Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue.

Lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à pourvoir, l'art. 11 al. 2 du présent règlement s'applique.

Cette commission est composée et désignée conformément à l'art. 24 des statuts.

Aucun membre du personnel de l'association ne peut en faire partie.

Au surplus, les articles 89 et suivants du présent règlement s'appliquent.

Art. 36.- Les autres commissions du Conseil Intercommunal sont des commissions adhoc nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions des membres du CoDir, du Conseil Intercommunal et les pétitions ou de préavis sur leur prise en considération.

Autres
commissions

Art. 37.- Sous réserve de la nomination de la Commission de Gestion et Finances, les commissions adhoc sont désignées par le bureau.

Nomination
des
commissions

Art. 38.- Les commissions s'organisent elles-mêmes et peuvent édicter un règlement d'organisation. Elles désignent leur Président.

Constitution et organisation

Le CoDir est informé de la date des séances de toute commission.

Art. 39.- Les commissions ne peuvent valablement délibérer que si la majorité de leurs membres sont présents.

Quorum et vote

Les commissions délibèrent à huis clos.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. Le Président prend part au vote. En cas d'égalité des voix, son vote est prépondérant.

Art. 40.- Le droit à l'information des membres des commissions est réglé aux art. 40h et 40c LC.

Droit à l'information des membres des commissions et secret de fonction

Les membres des commissions sont soumis au secret de fonction, aux conditions prévues aux art. 40i et 40d LC.

Art. 41.- Chaque membre du Conseil Intercommunal a le droit d'adresser par écrit ses observations à toute commission chargée d'un rapport.

Observations des membres du Conseil Intercommunal
Rapport

Art. 42.- La commission rapporte à une date ultérieure à sa nomination. Le Conseil Intercommunal ou le bureau peut, le cas échéant, lui impartir un délai pour le dépôt de son rapport. La commission ne peut rapporter à la séance même où elle a été constituée, sauf cas d'urgence reconnu par une décision du Conseil Intercommunal à la majorité des trois quarts des membres présents.

Art. 43.- Les commissions doivent déposer leur rapport, par écrit auprès du bureau au plus tard 10 jours précédant la séance du Conseil Intercommunal, cas d'urgence réservés.

Lorsqu'une commission ne peut faire son rapport au jour dit, elle prévient le Président du Conseil Intercommunal, lequel en informe ce dernier.

Art. 44.- Le rapport ne peut être fait verbalement que sur autorisation de la commission et du Président du Conseil Intercommunal. Les conclusions doivent toujours être écrites.

Tout membre d'une commission a le droit de présenter un rapport de minorité.

2. TITRE II : Travaux généraux du Conseil Intercommunal

2.1 CHAPITRE I : Des assemblées du Conseil Intercommunal

Art. 45.- Le Conseil Intercommunal est convoqué selon les modalités définies par l'art. 9 des statuts.

Convocation
(art. 24, 25 LC et
art. 9 status)

Le Préfet du district doit être avisé de la date de la séance et en connaître l'ordre du jour.

Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.

Art. 46.- Chaque membre du Conseil Intercommunal est tenu de se rendre à l'assemblée, lorsqu'il est convoqué.³

Absences
et sanctions
(art. 98 LC)

Les membres du Conseil Intercommunal qui, en dépit d'un avertissement, négligeraient leur devoir de prendre part aux séances, peuvent être frappés par le bureau d'une amende d'un montant de CHF 500.— au maximum. Le bureau en informe l'autorité communale concernée.

Au début de la séance, il est procédé à un appel nominal.

Il est pris note des absents, en distinguant les absences excusées de celles qui ne le sont pas.

Art. 47.- Le Conseil Intercommunal ne peut délibérer que si le quorum fixé par l'art. 10 des statuts est atteint.

Quorum
(art. 26 LC et 10
statuts)

Art. 48.- Les séances du Conseil Intercommunal sont publiques. L'assemblée peut décider le huis clos en cas de justes motifs, notamment en présence d'un intérêt public ou d'intérêts privés prépondérants.

Publicité
(art. 27 LC)

En cas de huis clos, toute personne qui n'occupe pas une fonction officielle dans la salle doit se retirer.

En cas de huis clos, les personnes présentes sont tenues au secret des délibérations.

³ S'agissant de délégués suppléants, seuls ceux qui remplacent un conseiller absent sont habilités à prendre place dans l'assemblée et à délibérer.

Art. 49.- Un membre du Conseil Intercommunal ne peut prendre part à une décision ou à une discussion lorsqu'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire à traiter. Il doit se récuser spontanément ou, à défaut, être récusé par un membre du Conseil Intercommunal ou par le bureau. Le Conseil Intercommunal statue sur la récusation.

Récusation
(art. 40Jlc)

Les décisions sur la récusation et sur l'affaire à traiter sont prises à la majorité des membres restants du Conseil Intercommunal. Dans ce cas, l'art. 47 du présent règlement n'est pas applicable.

Il est fait mention de la récusation au procès-verbal et sur l'extrait de décision.

Art. 50.- Le bureau peut tenir un registre des intérêts⁴.

Registre des
intérêts

Art. 51.- S'il est constaté par l'appel nominal que le quorum indiqué à l'art. 47 du présent règlement est atteint, le Président déclare la séance ouverte.

Appel

Lorsque le quorum n'est pas atteint, l'art 10 al. 2 des statuts s'applique, soit une nouvelle séance est convoquée dans les 20 jours au plus tard avec le même ordre du jour. Le Conseil intercommunal est convoqué par avis personnel adressé par le bureau à chaque délégué, au moins 20 jours à l'avance, cas d'urgence réservés.

(statuts art. 10.2
quorum et 9.1
convocation)

Art. 52.- Le procès-verbal de la séance précédente, adopté par le bureau est déposé sur le bureau à la disposition des membres du Conseil Intercommunal. Sa lecture intégrale ou partielle peut être demandée. Si une rectification est proposée, le Conseil Intercommunal décide.

Procès-verbal

Le procès-verbal, signé par le Président et le Secrétaire, est inséré dans le registre ou onglet des procès-verbaux et conservé aux archives.

Art. 53.- Après ces opérations préliminaires, le Conseil Intercommunal entend la lecture:

Opérations

a) des lettres et pétitions qui sont parvenues au Président depuis la précédente séance ;

⁴ Le registre des intérêts consiste en une liste des conseillers indiquant les organismes tiers dans lesquels ils occupent des fonctions. Il permet de déterminer, en toute transparence, si un conseiller a des intérêts qui seraient incompatibles avec un projet porté à l'ordre du jour et partant, susceptible de réaliser un cas de récusation. Le conseiller indiquera, par exemple, ses activités professionnelles, ses activités politiques, les activités qu'il assume au sein de commissions etc. Le conseiller est tenu d'indiquer au cours des débats ou des séances auxquelles il participe, de signaler ses intérêts et liens personnels et directs avant de s'exprimer sur un sujet en rapport avec lesdits intérêts ou liens. Le registre est tenu à jour. Il est possible d'interpeller les conseillers et de leur fixer un délai pour établir les liens d'intérêts, et ce au début de chaque législature et par exemple, encore une fois par année.

b) des communications du CoDir.

Il passe ensuite à l'ordre du jour.

Les objets prévus à l'ordre du jour et non liquidés sont reportés, dans le même ordre, en tête de l'ordre du jour de la séance suivante.

L'ordre des opérations peut être modifié par décision du Conseil Intercommunal, notamment sur proposition du CoDir.

2.2 CHAPITRE II : Droits des conseillers intercommunaux et du CoDir

Art. 54.- Le droit d'initiative appartient à tout membre du Conseil Intercommunal, ainsi qu'au CoDir.

Droit d'initiative
(art. 30 et 120a
LC)

Art. 55.- Chaque membre du Conseil Intercommunal peut exercer son droit d'initiative :

Postulat, motion,
projet rédigé
(art. 31 LC)

a) en déposant un postulat, c'est-à-dire en invitant le CoDir à étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport ;

b) en déposant une motion, c'est-à-dire en chargeant le CoDir de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision de compétence du Conseil Intercommunal ;

c) en proposant lui-même un projet de règlement ou de modification d'un règlement ou de partie de règlement ou un projet de décision de compétence du Conseil Intercommunal.

Art. 56.- Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il remet sa proposition par écrit au Président.

(art. 32 LC)

La proposition est développée séance tenante ou lors de la prochaine séance.

Le Conseil Intercommunal examine si la proposition est recevable. Si, après avoir entendu l'auteur, un doute subsiste, le Conseil Intercommunal peut :

- statuer ;
- renvoyer la proposition au bureau pour préavis ; le bureau demande au CoDir ses déterminations. Après le rapport du bureau, le Conseil Intercommunal tranche.

Art. 57.- Après avoir entendu l'auteur de la proposition, d'une part, le CoDir et le Président sur la proposition, d'autre part, le Conseil Intercommunal statue immédiatement après délibération.

Il peut, soit :

- renvoyer la proposition à l'examen d'une commission chargée de préavis sur la prise en considération et le renvoi au CoDir, si un cinquième des membres présents le demande ;
- prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer au CoDir, éventuellement assortie d'un délai particulier.

L'auteur de la proposition peut la retirer ou la modifier jusqu'à ce que le Conseil Intercommunal se prononce sur sa prise en considération.

Une fois prise en considération, le CoDir doit impérativement la traiter et y répondre pour la séance suivante, ou, à défaut, dans l'année qui suit le dépôt de la proposition par :

- a. un rapport sur le postulat ;
- b. l'étude ou le projet de décision demandé dans le cadre de la motion ; ou
- c. un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé.

Le CoDir peut assortir d'un contre-projet les projets de décision ou de règlement soumis au Conseil Intercommunal en application de l'art. 57 al. 4 lettres b et c du présent règlement.⁵

Les propositions qui, selon le CoDir, contreviennent aux exigences prévues par l'art. 32 al. 4 LC font l'objet d'un rapport de celui-ci.

En présence d'un contre-projet du CoDir, la discussion est d'abord ouverte sur le projet, puis ensuite sur le contre-projet. Une fois la discussion close, le projet est soumis au vote, puis le contre-projet. En cas de double acceptation, le projet et le contre-projet sont opposés. Les conseillers expriment leur préférence. La proposition qui obtient le plus de voix l'emporte. En cas de double refus, le projet et le contre-projet sont rejetés.

Art. 58.- Chaque membre du Conseil Intercommunal peut, par voie d'interpellation, demander au CoDir une explication sur un fait de son administration.

Interpellation
(art. 34 LC)

Il informe, par écrit, le Président de l'objet de son interpellation. Si celle-ci est appuyée par cinq membres au moins, elle est développée séance tenante ou lors de la prochaine séance.

⁵ Dans le cadre de son droit d'initiative, le CoDir peut présenter un contre-projet (art. 30 LC).

Le CoDir répond immédiatement ou, au plus tard, lors de la séance suivante.

La discussion qui suit se termine par l'adoption d'une résolution, laquelle ne doit pas contenir d'injonction, ou par le passage à l'ordre du jour.

Art. 59.- Un membre du Conseil Intercommunal peut adresser une simple question ou émettre un vœu à l'adresse du CoDir.

Simple question
ou vœu
(art. 34a LC)

Le CoDir y répond dans le délai prévu à l'art. 58 al. 3 du présent règlement. Il n'y a pas de vote ni de résolution.

2.3 CHAPITRE III : De la pétition

Art. 60.- Le Conseil Intercommunal examine les pétitions qui lui sont adressées.

Pétitions
(art. 34b LC)

Tout dépôt d'une pétition est annoncé au Conseil Intercommunal lors de sa prochaine séance.

Les pétitions dont les termes sont incompréhensibles, inconvenants, injurieux ou illisibles sont classées sans suite.

Si la pétition porte sur une attribution du CoDir ou sur une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, elle est transmise sans délai à l'autorité compétente, sous réserve des dispositions prévues par l'art. 62 al. 2, du présent règlement.

Si la pétition relève de la compétence du Conseil Intercommunal, elle est renvoyée à l'examen d'une commission.

Art. 61.- La commission détermine l'objet de la pétition en recueillant tous renseignements utiles, le cas échéant, après avoir sollicité l'avis du CoDir.

Procédure
(art. 34c LC)

Elle entend en règle générale le ou les pétitionnaires ou leurs représentants.

Elle demande le préavis de toute autre commission déjà chargée de traiter d'affaires en relation avec l'objet de la pétition. Elle peut se dessaisir de la pétition pour la transmettre à une autre commission moyennant le consentement de cette dernière.

Art. 62.- Lorsque l'objet de la pétition entre dans les attributions du Conseil Intercommunal, la commission rapporte à ce dernier en proposant :

- a. la prise en considération ; ou
- b. le rejet de la prise en considération et le classement.

Lorsque la pétition concerne une attribution du CoDir ou une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, la commission rapporte au Conseil Intercommunal en proposant le renvoi sans délai à l'autorité compétente. Dans ce cas, le Conseil Intercommunal peut demander au CoDir de l'informer de la suite donnée à la pétition.

Art. 63.- Quelle que soit la suite donnée à la pétition, il y sera répondu.

(art. 34e LC)

2.4 CHAPITRE IV : De la discussion

Art. 64.- Lors de la séance du Conseil Intercommunal, le préavis du CoDir ayant été communiqué, le rapporteur donne lecture :

Rapport de
la commission

1. de la proposition ou de la pétition soumise à l'examen de la commission;
2. des pièces à l'appui, si elles sont jugées nécessaires pour éclairer la discussion;
3. du rapport de la commission. Ce rapport doit conclure à la prise en considération, à l'acceptation, à la modification, au renvoi ou au rejet de la proposition.

Sur proposition de la commission, le rapporteur peut être dispensé par le Conseil Intercommunal de la lecture de tout ou partie de ces différentes pièces, si celles-ci ont été imprimées et remises aux membres du Conseil Intercommunal au moins cinq jours à l'avance. En tout état de cause, le rapporteur doit donner lecture des conclusions de son rapport.

Art. 65.- Après cette lecture, les pièces mentionnées à l'article précédent sont remises au Président, qui ouvre immédiatement la discussion, sauf décision contraire de l'assemblée.

Discussion

Si la demande en est faite, la discussion porte d'abord exclusivement sur la question d'entrée ou de non-entrée en matière, qui est alors soumise au vote du Conseil Intercommunal avant qu'il puisse être procédé sur le projet lui-même.

Art. 66.- La discussion étant ouverte, chaque membre peut demander la parole au Président qui l'accorde suivant l'ordre dans lequel chacun l'a demandée.

Sauf les membres de la commission et ceux du CoDir, nul ne peut obtenir une seconde fois la parole tant qu'un membre de l'assemblée qui n'a pas encore parlé la demande.

Art. 67.- Aucun membre ne peut parler assis, à moins qu'il n'en ait obtenu la permission du Président. Il se présente au Conseil Intercommunal, en déclinant son nom et la commune qu'il représente.

L'orateur ne doit pas être interrompu; l'art. 27 est toutefois réservé.

Art. 68.- Lorsque l'objet en discussion embrasse dans son ensemble diverses questions qui peuvent être étudiées successivement, la discussion est ouverte sur chacun des articles qu'il renferme, sauf décision contraire de l'assemblée.

Une votation éventuelle intervient sur chacun des articles.

Il est ouvert ensuite une discussion générale, suivie d'une votation sur l'ensemble de la proposition telle qu'elle a été amendée dans la votation sur les articles.

Art. 69.- Les propositions de décisions ou de règlement portées devant le Conseil Intercommunal peuvent faire l'objet d'amendements. Les amendements peuvent faire l'objet d'amendements (sous-amendements).

Amendements
(art. 35a LC)

Ils doivent être présentés par écrit ou dictés au Secrétaire avant d'être mis en discussion.

Un amendement ou un sous-amendement peut être retiré par son auteur tant qu'il n'a pas été voté. Il peut toutefois être repris par un autre membre de l'assemblée.

Peuvent proposer des amendements :

- a. les commissions chargées d'examiner les propositions portées devant le Conseil Intercommunal ;
- b. les membres du Conseil Intercommunal ;
- c. le CoDir.

Art. 70.- Toute opération du Conseil Intercommunal peut être interrompue par une motion d'ordre qui concerne le débat, sans toucher à son fond même. Si cette motion est appuyée par cinq membres, elle est mise en discussion et soumise au vote.

Motion
d'ordre

Art. 71.- Si le CoDir ou un tiers des membres présents demande que la votation n'intervienne pas séance tenante, cette proposition est adoptée de plein droit.

Renvoi

Le renvoi de la votation ne peut avoir lieu qu'une fois pour la même affaire. Elle peut faire l'objet d'un deuxième renvoi sur décision du Conseil Intercommunal prise à la majorité absolue.

A la séance suivante, la discussion est reprise, l'ordre du jour reste le même.

Art. 72.- Sur décision de la majorité des membres présents, le Conseil Intercommunal peut poursuivre la discussion au-delà de minuit ou dans les 24 heures qui suivent.

Il n'y a alors ni convocation et ni nouvel ordre du jour. Un seul procès-verbal est établi pour l'ensemble de la séance.

2.5 CHAPITRE V : De la votation

Art. 73.- La discussion étant close, le Président passe au vote. Il propose l'ordre dans lequel il entend faire voter. En cas de contestation, l'assemblée décide.

Vote
(art. 35b LC)

Dans les questions complexes, la division a lieu de droit si elle est demandée.

Dans tous les cas, les sous-amendements sont mis aux voix en premier lieu, puis les amendements, les uns, le cas échéant, opposés aux autres, enfin la proposition principale amendée ou non.

Le Président a soin d'avertir que les votes sur les amendements et les sous-amendements laissent toujours entière la liberté de voter sur le fond.

La proposition de passer à l'ordre du jour et celle du renvoi a toujours la priorité.

Art. 74.- La votation se fait, en principe, à main levée. Le Président n'y participe pas. En cas de doute, le Président passe à la contre-épreuve. En cas d'égalité, il tranche.

Le vote électronique est assimilable au vote à main levée. Il peut être utilisé pour le vote à l'appel nominal.

En cas de vote à main levée, la votation peut avoir lieu à l'appel nominal sur demande d'un conseiller appuyé par cinq membres. En cas d'égalité, le Président tranche.

La votation a lieu au bulletin secret à la demande d'un conseiller appuyé par cinq membres.

En cas de vote à bulletin secret, le Président prend part au vote. En cas d'égalité, l'objet soumis au vote est réputé refusé.

Le bureau délivre à chaque conseiller présent un bulletin. Les bulletins délivrés sont comptés. Le bureau les recueille ensuite. Puis le Président proclame la clôture du scrutin.

Si le nombre des bulletins recueillis est supérieur à celui des bulletins délivrés, le vote est nul.

Art. 75.- Pour les décisions relatives aux tâches principales (statuts, art. 2 buts), tous les conseillers au Conseil Intercommunal prennent part au vote ;

Droit de vote
(art. 120 LC)

Pour les décisions relatives aux buts optionnels (statuts, art. 2a buts), seuls les conseillers des Communes concernées prennent part au vote.

Art. 76.- Les décisions soumises à la votation doivent être adoptées conformément à l'art. 11 des statuts, l'art. 34 des statuts étant réservé.

Etablissement
des résultats
(art. 120 alinéa 3
LC et art. 11
statuts)
Quorum

Art. 77.- Lorsque le dépouillement d'un scrutin ou la vérification de l'état de la salle établit que l'assemblée n'atteint pas le quorum, la votation est déclarée nulle. Selon art. 47 du présent règlement, le Conseil Intercommunal ne peut délibérer que si le quorum fixé par l'art. 10 des statuts est atteint.

Art. 78.- Le CoDir peut retirer un projet qu'il a déposé tant que celui-ci n'a pas été adopté définitivement par le Conseil Intercommunal.

Retrait du projet

Art. 79.- Aucune décision ne peut être annulée dans la séance même où elle a été prise.

Art. 80.- Lorsqu'il s'agit de décisions susceptibles de référendum aux termes de la LEDP et que cinq membres demandent, immédiatement après la votation, que la décision soit soumise par le Conseil Intercommunal aux Conseils communaux ou généraux des Communes membres, il est procédé séance tenante à la discussion et au vote sur cette proposition.

Référendum
spontané
(art. 120a LC et
art. 107 al. 4
LEDP)

3. TITRE III : Budgets, gestion et comptes

3.1 CHAPITRE I : Budgets et crédits d'investissement

Art. 81.- Le budget, la gestion et les comptes sont traités conformément aux statuts et au règlement sur la comptabilité des communes.

Budget de fonctionnement
(art. 4 LC,
art. 5 ss RCom
et art. 25 statuts)

Art. 82.- Le Conseil Intercommunal autorise les dépenses courantes de l'association par l'adoption du budget de fonctionnement que le CoDir lui soumet.

Il autorise en outre le CoDir à engager des dépenses supplémentaires.

Art. 83.- Le CoDir ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le Conseil Intercommunal au début de la législature. Le CoDir informe subséquemment le Conseil Intercommunal de ces dépenses.

(art. 11 RCom)

Ces dépenses sont ensuite soumises à l'approbation du conseil.

Art. 84.- Le budget doit être adopté par le Conseil Intercommunal trois mois avant le début de l'exercice, soit au 30 septembre de chaque année.

(art. 125c LC, art. 29 statuts)

Toutefois, lorsque le budget n'implique aucun report de charge sur les budgets des Communes membres, il peut être adopté jusqu'au 15 décembre.

Il est communiqué aux Communes membres de l'association.

Art. 85.- Si le budget n'est pas adopté avant le début de l'exercice, le CoDir ne peut engager que les dépenses indispensables à la bonne marche de l'administration.

(art. 9 RCom)

Art. 86.- Tout investissement fait l'objet d'un préavis indiquant son but, le montant du crédit, le mode de financement, la durée d'amortissement et les charges d'exploitation qu'il entraîne.

Crédits d'investissement
(art. 14 et 16 RCom)

Lorsqu'un crédit est épuisé, toute dépense supplémentaire doit être portée à la connaissance du Conseil Intercommunal par voie de communication écrite. Elle est ensuite soumise à son approbation dans les meilleurs délais.

Art. 87.- Le CoDir établit annuellement le plan des dépenses d'investissements.

Plan des dépenses d'investissements
(art. 18 RCom)

Ce plan est présenté au Conseil Intercommunal, en même temps que le budget de fonctionnement; il n'est pas soumis au vote.

3.2 CHAPITRE II : Examen de la gestion et des comptes

Art. 89.- Le rapport du CoDir sur la gestion, les comptes arrêtés au 31 décembre précédent, accompagnés, le cas échéant, du rapport et du rapport-attestation du réviseur, sont remis au Conseil Intercommunal au plus tard le 31 mai de chaque année et renvoyés à l'examen de la commission de Gestion et Finances.

Commission de
gestion
(art. 93c LC
et 34 RCom)

S'agissant du rapport de gestion et du rapport sur les comptes de l'association, ils peuvent être rédigés dans un seul document. Le CoDir expose, dans ce rapport, la suite donnée aux observations sur la gestion qui ont été maintenues par le Conseil Intercommunal l'année précédente.

Le rapport sur la gestion est accompagné du budget de l'année correspondante. Il mentionne également les dépenses supplémentaires autorisées par le Conseil Intercommunal dans le courant de l'année (art. 82 al. 2 du présent règlement), ainsi que les dépenses imprévisibles et exceptionnelles (art. 83 du présent règlement).

Art. 90.- Les restrictions prévues par l'art. 40 c LC⁶ ne sont pas opposables aux membres des commissions de surveillance dans le cadre de l'exercice de leur mandat de contrôle de la gestion et des comptes, sauf celles qui découlent d'un secret protégé par le droit supérieur.

(art. 93e LC
et 35a RCom)

Sous réserve des restrictions fixées par l'alinéa premier, le CoDir est tenu de fournir aux commissions de surveillance tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de leur mandat. Constituent notamment de tels documents ou renseignements :

- a. les comptes de l'association, établis conformément aux règles fixées par le Conseil d'Etat selon l'art. 93a LC ;
- b. le rapport-attestation au sens de l'art. 93c LC et le rapport de l'organe de révision ;

⁶ Les restrictions visées sont celles de l'art. 40c al. 2 LC, qui a la teneur suivante : « Un membre du Conseil Intercommunal général ou communal peut se voir refuser les informations suivantes :

- a. Les documents internes sur lesquels la Municipalité s'est directement fondée pour prendre une décision ;
- b. Les informations qui relèvent de la sécurité de la Commune ;
- c. Les informations qui doivent rester confidentielles pour des motifs prépondérants tenant à la protection de la personnalité ou d'un secret protégé par la loi ».

- c. toutes les pièces comptables de l'exercice écoulé ;
- d. toutes les pièces relatives à la gestion administrative du CoDir ;
- e. les extraits de procès-verbaux et les décisions issues des procès-verbaux du CoDir
- f. tous les renseignements portant sur l'exercice écoulé ;
- g. l'interrogation directe des membres de tout dicastère ou service du CoDir, mais en présence d'une délégation de cette autorité.

En cas de divergence entre un membre d'une commission de surveillance et le CoDir quant à l'étendue du droit à l'information, l'art. 40 c alinéa 3 LC est applicable. Ainsi, le membre du Conseil Intercommunal ou le CoDir peut saisir le Préfet du district, qui conduit la conciliation entre le conseiller et le CoDir. En cas d'échec de la conciliation, le Préfet statue. Le recours prévu à l'art. 145 LC est réservé.

Art. 91.- Le CoDir a le droit d'être entendu sur la gestion et sur les comptes.

(art. 93f LC
et 36 RCom)

Art. 92.- Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission, les réponses du CoDir et les documents visés à l'art. 90 du présent règlement sont soit communiqués en copie à chaque conseiller, dix jours au moins avant la délibération, soit tenus pendant dix jours à la disposition des membres du Conseil Intercommunal.

Communication au
Conseil
Intercommunal
(art. 93d LC
et 36 RCom)

Art. 93.- Le vote sur la gestion et les comptes intervient au plus tard le 15 avril selon l'art. 29 des statuts.

(art. 125c LC
et 37 RCom)

Les comptes sont soumis à l'examen et au visa du Préfet du district dans lequel l'association a son siège au plus tard le 15 juillet de chaque année.

Art. 94.- Les réponses du CoDir au sujet desquelles la discussion n'est pas demandée sont considérées comme admises par le Conseil Intercommunal.

Art. 95.- L'original des comptes arrêtés par le Conseil Intercommunal est renvoyé au CoDir et au bureau pour être déposé aux archives de l'association, après avoir été visé par le Préfet du district dans lequel l'association a son siège.

(art. 125c al. 4 LC)

Le budget et les comptes sont communiqués aux Communes membres de l'association.

4. TITRE IV: Dispositions diverses

4.1 CHAPITRE I : De l'initiative populaire et du référendum

Art. 96.- La procédure de traitement d'une initiative populaire par le Conseil Intercommunal est réglée par les art.106u ss LEDP.

Art. 97.- Les décisions adoptées par le Conseil Intercommunal sont soumises au référendum. La procédure de traitement du référendum est réglée par les art. 112 ss LEDP. (art. 112ss LEDP)

Le CoDir fait publier les objets soumis au référendum et ne nécessitant pas l'approbation du canton, dans la Feuille des avis officiels (FAO), dans les quatorze jours qui suivent leur adoption, avec la mention des conditions référendaires.

Les Municipalités des Communes membres de l'association font aussi afficher ces objets au pilier public communal.

Font exception les décisions, règlements ou parties de règlements devant obtenir l'approbation cantonale. Dans ce cas, les objets y relatifs sont publiés dans la FAO par le canton, après approbation. Le délai référendaire court dès la date de cette publication.

4.2 CHAPITRE II : De la publicité

Art. 98.- Sauf huis clos (voir art. 48 du présent règlement), les séances du Conseil Intercommunal sont publiques ; des places sont réservées au public. (art. 27 LC)

Art. 99.- Tout signe d'approbation ou d'improbation est interdit au public.

Le bureau peut, au besoin, faire évacuer les personnes qui troublent la séance.

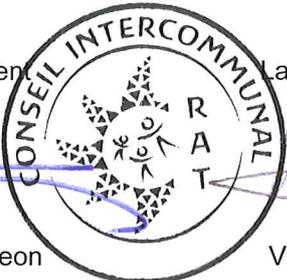
4.3 CHAPITRE III : Dispositions finales

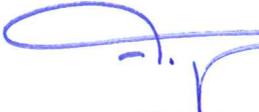
Art. 100.- Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Chef de Département concerné.

Il sera imprimé et un exemplaire en sera remis à chaque membre du Conseil Intercommunal.

Lieu et date :

AU NOM DU CONSEIL INTERCOMMUNAL

Le Président  La Secrétaire

Olivier Fargeon Vanessa Wicht

Approuvé par la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité

Lieu et date : **5 FEV. 2016**



5. Table des abréviations

Art.	Article
CoDir :	Comité de Direction
Cst-VD :	Constitution du 14 avril 2003 du Canton de Vaud (RSV 101.01)
FAO :	Feuille des Avis Officiels
LARCH :	Loi archives du 14 juin 2011
LEDP :	Loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques (RSV 160.01)
LC :	Loi du 28 février 1956 sur les Communes (RSV 175.11)
RCCom :	Règlement du 14 décembre 1979 sur la comptabilité des Communes (RSV 175.31.1)
RSV :	Recueil systématique de la législation vaudoise
ss :	suivants

6. Quelques définitions

L'**amendement** vise à modifier un texte en délibération. Le sous-amendement vise à modifier un amendement.

L'**interpellation** : est une demande d'explication adressée au CoDir sur un fait de son administration. Elle ne comprend ni le pouvoir d'annuler ou de modifier les décisions du CoDir, ni celui d'adresser des instructions impératives au CoDir. L'auteur de l'interpellation ou tout membre du Conseil Intercommunal peut proposer à l'assemblée l'adoption d'une **résolution** à la fin de la discussion qui suit la réponse du CoDir à l'interpellation. La résolution consiste en une déclaration à l'attention du CoDir et n'a pas d'effet contraignant pour celle-ci.

La **motion** est une demande au CoDir de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision du Conseil Intercommunal. La motion ne peut porter que sur une compétence du Conseil Intercommunal. La motion est contraignante, dans la mesure où elle a pour effet d'obliger le CoDir à présenter l'étude ou le projet de décision demandé. Le CoDir peut accompagner le projet de décision demandé d'un contre-projet.

La **pétition** est le droit qui garantit à chacun la possibilité d'adresser en tout temps aux autorités des requêtes, des propositions, des critiques ou des réclamations dans les affaires de leur compétence.

Le **postulat** est une invitation au CoDir d'étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport. Le postulat n'a pas d'effet contraignant pour le CoDir, si ce n'est l'obligation d'analyser une situation et de rédiger un rapport. Le postulat peut porter sur une compétence du Conseil Intercommunal ou du CoDir.

Le **projet de règlement ou de décision du Conseil Intercommunal** est un texte complètement rédigé par l'auteur de la proposition. Le projet de règlement ou de décision proposé ne peut porter que sur une compétence du Conseil Intercommunal. Le CoDir est obligé de rédiger un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé. Le CoDir peut accompagner celui-ci d'un contre-projet.



**Réseau d'Accueil
des Toblerones**

Association Intercommunale
d'Accueil de jour des Enfants